

1 700 emplois pourraient être créés sur la plateforme chimique

Hélène Zannier, députée de la 7^e circonscription LREM, milite pour que le projet d'usine de batteries électriques s'implante sur le territoire de Saint-Avold, ce qui permettrait la création de 1 700 emplois. Explications.

La loi Énergie prévoit la fin du charbon en 2022 et pour le territoire de Saint-Avold, c'est encore un coup de massue. Cela implique la fermeture de la tranche charbon de la centrale Émile-Huchet et la fin d'une centaine d'emplois directs. Le secteur souffre aussi depuis l'annonce de la fin du Furst 1 chez Neuhauser Folschviller et plus de 180 personnes sur le carreau. Sans compter les 1 500 postes supprimés chez Ford à Sarrelouis.

Une situation déjà catastrophique qu'Hélène Zannier, dé-

putée LREM de la 7^e circonscription ne peut imaginer faire perdurer. Alors, elle a décidé d'aller défendre bec et ongles, au plus haut sommet de l'État, le projet de territoire qu'elle défend : l'installation sur le secteur d'une filière industrielle de production de batteries pour véhicules électriques. Ce qui générerait la bagatelle de 1 700 emplois directs et le double en comptant les sous-traitants et autres entreprises qui viendraient se greffer à ce secteur d'activité.

« Une trentaine de projets sont à l'étude », affirme l'élue comme de la méthanisation, une extension d'une brasserie artisanale ou encore de l'aquaponie (un système unissant la culture de plantes et l'élevage de poissons N.D.L.R.). Ces initiatives, pour la plupart d'entre elles, ne permettraient que la création d'une cinquantaine d'emplois »



La tranche charbon de la centrale Émile-Huchet à Saint-Avold fermera en 2022. Photo RL/Thierry SANCHIS

80 % des batteries produites en Chine

Si la parlementaire soutient toutes ces idées, elle entend bien redonner aussi un espoir de renouveau à la Moselle-Est. En juin dernier, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, participait au congrès de l'industrie allemande. Dans son discours, il abor-

dait notamment la création d'une filière européenne des batteries électriques, « sachant qu'à l'heure actuelle, 80 % d'entre elles sont produites en Chine », remarque Hélène Zannier. « J'ai donc sauté dans la brèche, d'autant qu'il est prévu la construction de deux unités, l'une en France, l'autre en Allemagne. »

Alors, la députée a déposé une candidature pour que cela se fasse sur le territoire du Warndt naborien. D'autres villes aussi se sont manifestées, à l'image de Mulhouse ou Gardanne. « Mais je ne perds pas espoir », avance l'élue. « J'ai déjà rencontré un industriel qui serait prêt à s'investir dans le projet. Il dispose de terrains viabilisés et classés Seveso et s'est déjà forgé une expérience dans le domaine des batteries via son usine basée à Bordeaux. » Et puis, il y a d'autres éléments qui pourraient plaider en faveur de la Moselle-Est : son positionnement géographique stratégique, ses synergies industrielles, ses pôles de compétitivité et surtout son savoir-faire. Si le Warndt naborien est retenu, un site pilote devrait être construit en 2020 (200 emplois) et l'usine de production en 2023 (1 500 emplois).

Romuald PONZONI